



## **ALDETA**

Société Anonyme à Conseil d'administration au capital de 37.744.309,19 €

Siège social : 8, avenue Delcassé- 75008 Paris

311 765 762 R.C.S. Paris

SIRET : 311 765 762 00050

APE : 7022Z

### **1. Activité du 1<sup>er</sup> Semestre 2011**

#### **▪ Activité commerciale :**

Le 1<sup>er</sup> semestre a été marqué par la mise en œuvre d'opérations de renouvellements et de recommercialisations. Compte tenu des enjeux du site de CAP 3000 pour les enseignes, les négociations en vue des renouvellements et des recommercialisations s'avèrent plus longues que prévu. La revalorisation locative du centre commercial CAP 3000 entamée au 2<sup>nd</sup> semestre 2010 est donc amenée à durer au cours des trimestres à venir.

#### **▪ Poursuite du programme de valorisation du centre commercial**

Les travaux de restructuration du centre existant se sont poursuivis, en particulier au niveau des surfaces restituées par le magasin Lafayette Gourmet. Les surfaces restituées sont restructurées pour créer de nouvelles boutiques.

Ainsi, en application de ses accords avec les Magasins Galeries Lafayette, Aldeta s'est vu restituer par Lafayette Gourmet environ 600 m<sup>2</sup> au cours du semestre. Lafayette Gourmet a, en outre, réduit sa surface au profit de Galeries Lafayette. Les restitutions de surface par les Magasins Galeries Lafayette au profit d'Aldeta s'achèveront au 2<sup>nd</sup> semestre 2011.

3 des 4 recours déposés contre le permis de construire obtenu le 26 juillet 2010 ont été levés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011.

#### **▪ Perspectives de développement du centre commercial**

Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Inondation de la basse vallée du Var a été approuvé par le préfet des Alpes Maritimes au cours du mois d'avril.

Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Laurent-du-Var a été abrogé au mois de mai suite à des désaccords entre la mairie et l'Etat. Cette abrogation illustre la difficulté et la longueur des processus administratifs préalables à la requalification du site de CAP 3000.

#### **▪ Stabilité du chiffre d'affaires des locataires**

Le chiffre d'affaires des locataires à commerces constants progresse de 0,6% sur les 6 premiers mois de l'année 2011.

## 2. Résultats au 30 juin 2011

	30/06/2011	30/06/2010
Loyers nets	11 797	10 853
Dotations aux amortissements	(8 101)	(7 288)
Autres charges d'exploitation	(1 265)	(2 038)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 473</b>	<b>1 527</b>
Résultat financier	(2 876)	(439)
Résultat exceptionnel	(51)	(17)
<b>Résultat net</b>	<b>(453)</b>	<b>1 071</b>

Les loyers nets augmentent de 8,7 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2010 et ressortent à 11 797 K€ sous l'effet de la restructuration du centre et des opérations de recommercialisation et de renouvellement réalisées en 2010 et au 1<sup>er</sup> semestre 2011.

Le résultat d'exploitation s'établit à 2 473 K€, contre 1 527 K€ au 30 juin 2010.

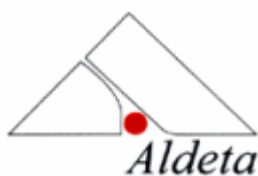
Dans le cadre de son refinancement intervenu à la suite du changement d'actionnaire opéré au 30 juin 2010, la société a contracté un nouvel emprunt composé de deux tranches de globalement 250 M€, renforçant les charges financières de la société. Le montant emprunté au 30 juin 2011 s'élève à 166 M€.

Le résultat net ressort déficitaire de 453 K€.

## 3. Situation financière au 30 juin 2011

Au 30 juin 2011, l'endettement net bancaire s'élève à 165,4 M€.

Le ratio LTV s'élève à 37,09 % au 30 juin 2011, en baisse par rapport à fin 2010 (38,04%).



Société Anonyme au capital de 37.744.309,19 €  
Siège social : 8, avenue Delcassé- 75008 Paris  
311 765 762 R.C.S. Paris  
SIRET : 311 765 762 00050  
APE : 7022Z

--oOo--

<p style="text-align: center;"><b>RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b> <b>COMPTES SOCIAUX SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2011</b></p>
---

## **SOMMAIRE**

**I. RAPPORT D'ACTIVITE**

**II. ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2011**

**III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2011**

**IV. ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

## I. RAPPORT D'ACTIVITE

La société Aldeta (ci après la « Société ») détient un actif unique le centre commercial « Cap 3000 » situé à Saint Laurent du Var. La proximité avec la ville de Nice, 5<sup>ème</sup> ville de France, confère à ce centre une forte attractivité englobant les principales villes de la Cote d'Azur. Au cœur d'une importante zone de chalandise, Cap 3000 bénéficie d'une excellente desserte et est profondément ancré dans le paysage commercial local.

Figurant parmi les plus importants centres commerciaux français, Cap 3000 est un centre commercial « core » qui présente un rendement par m<sup>2</sup> de boutique de l'ordre de 11.000 €/m<sup>2</sup>/an et un taux d'effort de 8,5% environ. En raison de son emplacement exceptionnel au sein d'une zone de chalandise dont il est incontestablement l'un des centres leaders, Cap 3000 dispose d'un fort potentiel de revalorisation locative et d'extension de ses surfaces commerciales.

Le 30 juin 2010, ALTAREA en partenariat avec APG Real Estate Investment Pool (par l'intermédiaire de la société Azur France II Sarl, société de droit luxembourgeois) et PREDICA, filiale de Crédit Agricole Assurances, ont pris le contrôle à parts égales de la Société Aldeta.

A partir d'un positionnement commercial qui a fait ses preuves et d'une emprise foncière importante Cap 3000 s'étend aujourd'hui sur une surface de 134 000 m<sup>2</sup>, ALTAREA et ses partenaires envisagent une restructuration lourde pour mettre à niveau et développer le centre commercial Cap 3000 après 40 ans d'exploitation. Le projet se fonde sur 3 éléments fédérateurs : Capitalisation sur le succès de Cap 3000 en préservant les avantages commerciaux majeurs qui concourent à son attractivité, Innovation et modernisation afin de conforter le positionnement et le rayonnement de Cap 3000 en augmentant la variété de l'offre commerciale, en l'enrichissant d'une offre culturelle et de loisirs et en tirant parti de sa situation exceptionnelle en bord de mer. Ainsi, le développement, le remodeling du site et le projet d'extension seront conduits autour des Galeries Lafayette, locomotive principale.

### 1.1 FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

#### ▪ **Activité commerciale :**

Le 1<sup>er</sup> semestre a été marqué par la mise en œuvre d'opérations de renouvellements et de recommercialisations. Compte tenu des enjeux du site de CAP 3000 pour les enseignes, les négociations en vue des renouvellements et des recommercialisations s'avèrent plus longues que prévu. La revalorisation locative du centre commercial CAP 3000 entamée au 2<sup>nd</sup> semestre 2010 est donc amenée à durer au cours des trimestres à venir.

#### ▪ **Poursuite du programme de valorisation du centre commercial**

Les travaux de restructuration du centre existant se sont poursuivis, en particulier au niveau des surfaces restituées par le magasin Lafayette Gourmet. Les surfaces restituées sont restructurées pour créer de nouvelles boutiques.

Ainsi, en application de ses accords avec les Magasins Galeries Lafayette, Aldeta s'est vu restituer par Lafayette Gourmet environ 600 m<sup>2</sup> au cours du semestre. Lafayette Gourmet a, en outre, réduit sa surface au profit de Galeries Lafayette. Les restitutions de surface par les Magasins Galeries Lafayette au profit d'Aldeta s'achèveront au 2<sup>nd</sup> semestre 2011.

3 des 4 recours déposés contre le permis de construire obtenu le 26 juillet 2010 ont été levés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011.

#### ▪ **Perspectives de développement du centre commercial**

Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Inondation de la basse vallée du Var a été approuvé par le préfet des Alpes Maritimes au cours du mois d'avril.

Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Laurent-du-Var a été abrogé au mois de mai suite à des désaccords entre la mairie et l'Etat. Cette abrogation illustre la difficulté et la longueur des processus administratifs préalables à la requalification du site de CAP 3000.

## ▪ Stabilité du chiffre d'affaires des locataires

Le chiffre d'affaires des locataires à commerces constants progresse de 0,6% sur les 6 premiers mois de l'année 2011.

## 1.2 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES SOCIAUX

### Compte de résultat

#### Chiffre d'affaires HT (en milliers d'euros)

	30/06/2011	30/06/2010
Total des activités poursuivies (France) :		
1 <sup>er</sup> trimestre	7.383	6.597
2 <sup>ème</sup> trimestre	8.700	8.351
<b>Total</b>	<b>16.083</b>	<b>14.949</b>

Le chiffre d'affaires du 1er semestre 2011 représente essentiellement les loyers et les refacturations de charges perçus des locataires commerçants du centre commercial Cap 3000.

Il a été perçu un droit d'entrée de 700 K€.

#### Loyers nets (en milliers d'euros)

	30/06/2011	30/06/2010
Revenus locatifs	11.993	10.318
Droits d'entrée	700	1.750
Charges locatives non récupérées	(180)	(169)
Frais de gestion locative	(756)	(1.014)
Dotation nette aux créances douteuses	40	(32)
<b>Loyers nets</b>	<b>11.797</b>	<b>10.853</b>

Les charges locatives non récupérées correspondent aux charges normalement refacturables (charges locatives, impôts locaux...) au locataire, mais restant à la charge du propriétaire du fait de leur plafonnement ou de la vacance des surfaces locatives.

Les frais de gestion regroupent toutes les autres charges afférentes à l'activité locative : les honoraires de gestion locative, les honoraires de commercialisation.

Le **compte de résultat** du premier semestre 2011 fait apparaître des produits d'exploitation de 24.547 K€ dont 11.993 K€ concernent les facturations des loyers. Les charges d'exploitation s'élèvent à 22.074 K€, dont 8.103 K€ de dotations aux amortissements. Le **résultat d'exploitation semestriel** s'établit ainsi à 2.473 K€.

Le **résultat financier** ressort à -2.876 K€, dont 2.903 K€ d'intérêts sur l'emprunt.

Compte tenu du résultat exceptionnel de - 50 k€, le **résultat net** ressort à -453 K€. La Société n'enregistre pas d'impôt sur les sociétés au titre de la période.

## **Bilan**

L'actif du bilan comprend pour l'essentiel, sous la rubrique « Immobilisation corporelle », la valeur nette comptable de l'ensemble immobilier du centre commercial « Cap 3000 », situé à Saint Laurent du Var à hauteur de 310.964 K€.

Au passif, les capitaux propres totalisent 148.699 K€, y compris - 453 K€ de résultat du semestre. Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 172.559 K€ dont 166.000 K€ au titre de l'emprunt contracté dans le cadre du refinancement effectué par la Société le 30 juin 2010 et composé de 2 tranches :

- La première tranche, d'un montant de 160 M€, est destinée au refinancement des dettes financières existantes au jour de la cession.
- La seconde tranche, d'un montant maximal de 90 M€, est principalement destinée au financement des travaux qui pourront être réalisés.

Au 30 juin, le montant emprunté s'élève à 160 M€, représentant l'intégralité de la première tranche et un tirage de 6 M€ au titre de la seconde tranche.

Cet emprunt est remboursable in fine à son terme, qui est fixé au 30 juin 2015. Cet emprunt a fait l'objet de garanties qui sont décrites au sein de la note sur les engagements hors bilan.

Les frais engagés à l'occasion de cet emprunt, soit 4.275 K€ ont été constatés en charges à répartir sur plusieurs exercices et sont étalés sur la durée du prêt.

## **Commentaires sur le tableau des flux**

Le tableau des flux fait apparaître une variation de trésorerie négative de - 9.757 K€.

Celle-ci résulte d'investissements à hauteur de 14.217 K€ financés en partie par la trésorerie générée par l'activité à hauteur de 4.341 K€ et celle générée par les opérations de financement à hauteur de 119 K€.

## **Situation financière**

L'endettement financier net s'élève au 30 juin à 166.960 K€ contre 158.832 K€ au 30 juin 2010. L'endettement financier net correspond au montant des emprunts bancaires (y compris les intérêts courus), augmenté des éventuels concours bancaires et diminué de la trésorerie.

## **1.3 PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES**

Les principales transactions avec les parties liées sont décrites dans la note P de l'annexe aux comptes semestriels.

## **1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE**

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

## **1.5 PERSPECTIVES/RISQUES ET INCERTITUDES SUR LES SIX MOIS A VENIR**

La restructuration du centre entreprise en 2010 est amenée à se poursuivre au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2011. Les dernières restitutions de surfaces prévues aux termes des accords avec Magasins Galeries Lafayette seront effectuées avant la fin de l'année 2011.

En parallèle, le processus de revalorisation locative (renouvellements et recommercialisations) entamé fin 2010 sera poursuivi au 2<sup>nd</sup> semestre 2011.

## II. ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2011

### Bilan (en milliers d'euros)

Rubriques	30/06/11	Amortissements	30/06/11	31/12/2010	30/06/10
Capital souscrit non appelé					
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires	70		70	70	70
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains	147 769	4 789	142 979	143 760	144 547
Constructions	184 734	40 677	144 056	150 909	149 414
Installations techniques, matériel, outillage	118	24	93	27	32
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations en cours	23 765		23 765	9 190	16 610
Avances et acomptes				6 153	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participations par mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>356 455</b>	<b>45 491</b>	<b>310 964</b>	<b>310 109</b>	<b>310 673</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	2		2	161	169
<b>CREANCES</b>					
Créances clients et comptes rattachés	8 606	93	8 513	5 829	5 127
Autres créances	6 572		6 572	4 902	3 626
Capital souscrit et appelé, non versé					
<b>DIVERS</b>					
Valeurs mobilières de placement	1 028		1 028	9 955	
(dont actions propres : )					
Disponibilités	518		518	1 354	11 168
<b>COMPTE DE REGULARISATION</b>					
Charges constatées d'avance					877
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>16 727</b>	<b>93</b>	<b>16 634</b>	<b>22 201</b>	<b>20 967</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	3 673		3 673	4 132	4 275
Primes de remboursement des obligations					
Ecart de conversion actif					
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>376 855</b>	<b>45 584</b>	<b>331 271</b>	<b>336 443</b>	<b>335 915</b>

**Bilan (en milliers d'euros)**

<i>Rubriques</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Capital social ou individuel ( dont versé : )	37 744	37 744	37 744
Primes d'émission, de fusion, d'apport	116 536	116 536	116 536
Ecarts de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )			
Réserve légale	218	218	218
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )			
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes )	604	604	604
Report à nouveau	(6 071)	(4 655)	(4 655)
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	(453)	(1 417)	1 071
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	122	71	55
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>148 699</b>	<b>149 102</b>	<b>151 574</b>
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	166 960	165 850	170 000
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs )	5 599	5 971	5 733
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	90	666	-
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 755	3 949	3 816
Dettes fiscales et sociales	2 088	1 103	1 598
<b>DETTES DIVERSES</b>			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 041	9 338	1 947
Autres dettes	39	154	-
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			
Produits constatés d'avance		309	1 247
<b>DETTES</b>	<b>182 572</b>	<b>187 341</b>	<b>184 341</b>
Ecarts de conversion passif			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>331 271</b>	<b>336 443</b>	<b>335 915</b>



Compte de résultat (en milliers d'euros)

Rubriques	France	Exportation	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Ventes de marchandises					
Production vendue de biens					
Production vendue de services	16 084		16 084	29 484	14 949
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>16 084</b>		<b>16 084</b>	<b>29 484</b>	<b>14 949</b>
Production stockée					
Production immobilisée			8 422	8 622	
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			42	2 656	2 338
Autres produits			1	10	10
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>24 548</b>	<b>40 772</b>	<b>17 297</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)					
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes			13 436	22 431	8 056
Impôts, taxes et versements assimilés			535	848	394
Salaires et traitements					
Charges sociales					
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			8 101	15 416	7 288
Sur immobilisations : dotations aux provisions					
Sur actif circulant : dotations aux provisions			2	82	32
Pour risques et charges : dotations aux provisions					
Autres charges			(0)	8	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>22 074</b>	<b>38 786</b>	<b>15 770</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>2 473</b>	<b>1 986</b>	<b>1 527</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>					
Bénéfice attribué ou perte transférée					
Perte supportée ou bénéfice transféré					
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>					
Produits financiers de participations			7		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				15	15
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et transferts de charges				1 940	1 940
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			20	9	
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>27</b>	<b>1 964</b>	<b>1 955</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées			2 903	5 334	2 394
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>2 903</b>	<b>5 334</b>	<b>2 394</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>(2 876)</b>	<b>(3 370)</b>	<b>(439)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>(403)</b>	<b>(1 383)</b>	<b>1 088</b>

**Compte de résultat (en milliers d'euros)**

<i>Rubriques</i>	<i>30/06/2011</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>30/06/2010</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		7	17
Produits exceptionnels sur opérations en capital		10	
Reprises sur provisions et transferts de charges			
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>17</b>	<b>17</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	51	50	34
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>51</b>	<b>50</b>	<b>34</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-51</b>	<b>-33</b>	<b>-17</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>24 119</b>	<b>42 753</b>	<b>19 269</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>24 572</b>	<b>44 170</b>	<b>18 198</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>-453</b>	<b>-1 417</b>	<b>1 071</b>

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)**

	30/06/2011 (6 mois)	31/12/2010 (12 mois)	30/06/2010 (6 mois)
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b>			
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>	(453)	(1 416)	1 071
Dotations nettes aux amortissements et provisions	8 111	15 535	7 341
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>7 658</b>	<b>14 119</b>	<b>8 412</b>
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(3 317)	(3 632)	(4 132)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>4 341</b>	<b>10 487</b>	<b>4 280</b>
<b>OPERATIONS D' INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(8 497)	(15 051)	(7 940)
Acquisitions d'immobilisations financières	0		
Cessions et réductions d'immobilisations	0		
Variation des créances et dettes sur immobilisations	(5 720)	7 535	2 044
<b>FLUX NET DE TRESORERIE SUR OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(14 217)</b>	<b>(7 516)</b>	<b>(5 896)</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Distribution exceptionnelle aux actionnaires	0	(104 932)	(104 932)
Augmentation des dettes financières	1 003	171 136	170 000
Diminution des dettes financières	(884)	(60 281)	(55 281)
Variation des actifs et dettes sur frais d'émission d'emprunt	0	(4 592)	(4 003)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE SUR OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>119</b>	<b>1 331</b>	<b>5 784</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE</b>	<b>(9 757)</b>	<b>4 302</b>	<b>4 168</b>
Trésorerie à l'ouverture	11 303	7 000	7 000
Trésorerie de clôture	1 546	11 303	11 168
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE</b>	<b>(9 757)</b>	<b>4 303</b>	<b>4 168</b>

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)**

	capital	Primes liées au capital	Réserves	Report à Nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	total
<b>Au 31 décembre 2008</b>	37 744	221 468	822	300	(4 021)	10	256 323
Affectation du résultat				(4 021)	4 021		0
Augmentation de capital							0
Variation provisions réglementées						21	21
Résultat de l'exercice					(934)		(934)
<b>Au 31 décembre 2009</b>	37 744	221 468	822	(3 721)	(934)	31	255 410
Affectation du résultat				(934)	934		0
Augmentation de capital							0
Distribution exceptionnelle		(104 932)					(104 932)
Variation provisions réglementées						40	40
Résultat de l'exercice					(1 416)		(1 416)
<b>Au 31 décembre 2010</b>	37 744	116 536	822	(4 655)	(1 416)	71	149 102
Affectation du résultat				(1 416)	1 416		0
Augmentation de capital							0
Distribution exceptionnelle							0
Variation provisions réglementées						51	51
Résultat de l'exercice					(453)		(453)
<b>Au 30 juin 2011</b>	37 744	116 536	822	(6 071)	(453)	122	148 700

## ***ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS***

---

### **1. INFORMATIONS RELATIVES A LA SOCIETE**

La société ALDETA est une société anonyme à conseil d'administration dont le siège social est situé à Paris, 8, avenue Delcassé (75008), identifiée au RCS de Paris sous le numéro 311 765 762. La Société est cotée sur le marché Eurolist, compartiment B d'Euronext Paris S.A. sous la référence FR0000036634.

### **2. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE**

La Société poursuit la restructuration du centre commercial « Cap3000 » situé à Saint Laurent du Var.

### **3. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes semestriels sont établis conformément aux règles comptables françaises, suivant les prescriptions du règlement n° 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au Plan Comptable Général 1999.

#### **3.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations), valeur d'apport ou à leur coût de production, sans incorporation de charges financières.

Les indemnités d'éviction versées aux locataires sont comptabilisées en immobilisations corporelles en cours lorsqu'elles s'inscrivent dans le cadre d'un projet de rénovation partielle du centre commercial. Ces immobilisations sont ensuite amorties à compter de la mise en service des zones rénovées.

Les indemnités d'éviction sont comptabilisées en charges quand leur objet est uniquement de remplacer un locataire par un autre à des conditions plus favorables (droits d'entrée / loyers).

Les amortissements sont calculés linéairement sur les principales durées d'utilisation suivantes :

- Maisons et constructions .....15 ans en moyenne
- Agencements et aménagements des constructions .....10/15 ans en moyenne

#### **3.2 CREANCES**

Ces actifs sont enregistrés à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### **3.3 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

Les Valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition.

Les SICAV cédées sont valorisées selon la méthode FIFO.

La valeur de marché est la valeur liquidative à la clôture de l'exercice pour les actions de SICAV et Fonds Communs de Placement.

Elles font l'objet d'une provision lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à leur valeur nette comptable.

#### **3.4 PROVISIONS REGLEMENTEES**

Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires représentant l'écart entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire inscrit à l'actif du bilan.

#### **3.5 DETTES FINANCIERES**

Les emprunts bancaires sont constatés à leur coût historique.

### **3.6 DEFINITION DU RESULTAT COURANT ET DU RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Le résultat courant comprend l'ensemble des activités ordinaires et récurrentes de l'entreprise.

Le résultat exceptionnel comprend :

- les plus ou moins values de cession sur immobilisations incorporelles, corporelles et financières,
- les dotations et reprises sur amortissements dérogatoires,

### **3.7 FRAIS DE MISE EN PLACE DES EMPRUNTS**

Les frais de mise en place des emprunts bancaires (honoraires et services financiers) sont comptabilisés en charges à répartir sur plusieurs exercices et étalés sur la durée de l'emprunt.

### **3.8 INSTRUMENTS FINANCIERS**

La Société utilise des contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) en couverture des emprunts. Les charges et produits correspondants sont inscrits prorata temporis au compte de résultat. Les pertes et les gains latents ressortent de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à la date de clôture et leur valeur nominale.

### **3.9 IMPOTS SUR LES SOCIETES**

Le déficit fiscal au 30-06-2011 s'élève à 14.861 k€ - Note O

## **4. IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE**

La société Aldeta est détenue à hauteur de 99,97% par la société ALTA BLUE , elle-même détenue par chacun des 3 actionnaires suivants : ALTAREA, PREDICA, filiale du Crédit Agricole Assurances et Azur France II. Elle est consolidée par intégration proportionnelle.

## NOTES ANNEXES – DESCRIPTION DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

### A- EVOLUTION DES IMMOBILISATIONS (en milliers d'euros)

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2010	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
<b>VALEURS BRUTES</b>				
Concessions et droits similaires	70			70
<b>TOTAL</b>	<b>70</b>			<b>70</b>

#### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31/12/2010	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
<b>VALEURS BRUTES</b>				
Terrains	129 040			129 040
Aménagements de terrains	18 729			18 729
Constructions	83 505			83 505
Agencements, aménagements des constructions	101 229			101 229
Installations techniques, matériels et outillage	42	76		118
Immobilisations corporelles en cours	15 343	8 422		23 765
<b>TOTAL</b>	<b>347 888</b>	<b>8 498</b>		<b>356 386</b>
<b>AMORTISSEMENTS OU DEPRECIATIONS</b>				
Terrains				
Aménagements de terrains	4 009	780		4 789
Constructions	14 436	2 806		17 242
Agencements, aménagements des constructions	19 390	4 046		23 436
Installations techniques, matériels et outillage	15	9		24
<b>TOTAL</b>	<b>37 850</b>	<b>7 641</b>		<b>45 491</b>
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>310 038</b>	<b>857</b>		<b>310 895</b>

### B- DETAIL DES CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES (en milliers d'euros)

	30/06/2011			31/12/2010		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés	8 607	93	8 514	5 962	133	5 829
<b>TOTAL</b>	<b>8 607</b>	<b>93</b>	<b>8 514</b>	<b>5 962</b>	<b>133</b>	<b>5 829</b>

L'intégralité des créances clients et comptes rattachés est à échéance à moins d'un an.

### C- DETAIL DES AUTRES CREANCES (en milliers d'euros)

	30/06/2011			31/12/2010		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Avances, acomptes versés sur commandes	2		2	161		161
Groupe et associés	884		884			
Autres créances d'exploitation	2 234		2 234	2 227		2 227
Créances diverses	3 455		3 455	2 675		2 675
<b>TOTAL</b>	<b>6 575</b>		<b>6 575</b>	<b>5 063</b>		<b>5 063</b>

L'intégralité des autres créances est à échéance à moins d'un an.

**D- DISPONIBILITES (en milliers d'euros)**

	30/06/2011		31/12/2010	
	Brut	Provisions Net	Brut	Provisions Net
Trésorerie	1 546	1 546	11 309	11 309
<b>TOTAL</b>	<b>1 546</b>	<b>1 546</b>	<b>11 309</b>	<b>11 309</b>

	31/12/2010	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
Valeurs mobilières de placement	9 955	25 429	34 356	1 028
<b>TOTAL</b>	<b>9 955</b>	<b>25 429</b>	<b>34 356</b>	<b>1 028</b>

Les plus values latentes sur les valeurs mobilières de placement ne sont pas significatives à la date de clôture.

**E- CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (en milliers d'euros)**

	31/12/2010	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
Frais d'émission d'emprunt	4 132		459	3 673
<b>TOTAL</b>	<b>4 132</b>		<b>459</b>	<b>3 673</b>

Frais d'émission de l'emprunt étalés sur la durée du prêt.

**F- CAPITAUX PROPRES****CAPITAL**

Le capital est divisé en 26 431 186 actions de 1,428 € chacune.

L'évolution des capitaux propres est présentée dans un tableau spécifique.

**G- DETAIL DES PROVISIONS REGLEMENTEES (en milliers d'euros)**

	31/12/2010	Augmentations	Diminutions		30/06/2011
			Reprise de provisions utilisées	Reprise de provisions sans objet	
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>					
Amortissements dérogatoires	71	51			122
<b>Sous-total</b>	<b>71</b>	<b>51</b>			<b>122</b>
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>51</b>			<b>122</b>
soit dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					
			51		
			<b>51</b>		

**H- DETAIL DES DETTES FINANCIERES (en milliers d'euros)**

	30/06/2011	31/12/2010
Découverts bancaires		5
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	166 960	165 845
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	<b>166 960</b>	<b>165 850</b>
Charges à payer sur SWAP à taux d'intérêts	177	289
Dépôts reçus des boutiques	5 422	5 682
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>	<b>5 599</b>	<b>5 971</b>
<b>TOTAL</b>	<b>172 559</b>	<b>171 821</b>

(1) Emprunt contracté le 30 juin 2010

**I- ECHEANCIER DES DETTES (en milliers d'euros)**

	30/06/2011				31/12/2010
	A 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	960	166 000		166 960	165 850
Emprunts et dettes financières diverses (1)			5 422	5 422	5 682
Charges à payer sur SWAP de taux d'intérêts	177			177	289
<b>Dettes financières</b>	<b>1 137</b>	<b>166 000</b>	<b>5 422</b>	<b>172 559</b>	<b>171 821</b>
Avances et acomptes reçus	90			90	666
<b>Avances et acomptes reçus</b>	<b>90</b>			<b>90</b>	<b>666</b>
Fournisseurs Groupe SA des Galeries Lafayette					
Autres fournisseurs	4 755			4 755	3 949
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>4 755</b>			<b>4 755</b>	<b>3 949</b>
Dettes fiscales et sociales	2 088			2 088	1 103
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 041			3 041	9 337
Autres dettes	39			39	154
<b>Autres dettes</b>	<b>5 168</b>			<b>5 168</b>	<b>10 594</b>
<b>Comptes de régularisation</b>					<b>310</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11 150</b>	<b>166 000</b>	<b>5 422</b>	<b>182 572</b>	<b>187 340</b>

(1) Les emprunts et dettes financières diverses correspondent aux dépôts de garantie versés par les locataires et ont été positionnés à plus de 5 ans

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit concernent un emprunt non amortissable d'un montant de 250 M€, tiré au 30 juin 2011 à 166 M€, et remboursable en totalité, le 30 juin 2015. L'échéancier prévu au poste « Dettes financières de 1 à 5 ans » est sujet au respect de clauses contractuelles qui pourraient remettre en cause le plan de remboursement de cet échéancier (voir note R).

**J- VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET ET PRODUITS D'EXPLOITATION (en milliers d'euros)**

Ventilation du chiffre d'affaires	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>Répartition par secteurs d'activité :</b>			
Revenus locatifs	11 961	21 368	10 318
Droits d'entrée	700	1 750	1 750
Charges et taxes refacturés	3 390	6 366	2 875
Prestations de services diverses	33		6
<b>TOTAL</b>	<b>16 084</b>	<b>29 484</b>	<b>14 949</b>
<b>Répartition par marchés géographiques :</b>			
France	16 084	29 484	14 949
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2010</b>
Chiffre d'affaires	16 084	29 484	14 948
Autres produits d'exploitation (1)	8 422	8 632	10
Reprises d'amortissements	41	4	4
Transfert de charges d'exploitation		2 651	2 335
<b>TOTAL</b>	<b>24 547</b>	<b>40 771</b>	<b>17 297</b>

) dont 8 422 k€ au titre de la production immobilisée : au 30 juin 2010, la production immobilisée était présentée en net des charges d'exploitation de même montant. (1)

**K- AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION (en milliers d'euros)**

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Variation de la production immobilisée	8 422	8 623	
Charges locatives	3 075	5 631	2 701
Travaux non refacturables	6	357	
Honoraires de gestion locative	756	1 042	1 014
Frais d'émission d'emprunt		2 651	2 335
Autres	1 178	4 127	2 007
<b>TOTAL</b>	<b>13 437</b>	<b>22 431</b>	<b>8 057</b>

Au 30 juin 2010, la production immobilisée était présentée en net des charges d'exploitation de même montant.



**L- DETAIL DU RESULTAT FINANCIER (en milliers d'euros)**

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Transfert de charges financières (1)		1 940	1 940
Produits nets sur cessions de VMP	20	10	
Intérêts sur comptes courants et sur avances ou prêts de la SA des Galeries Lafayette	7	(454)	(454)
Intérêts sur emprunts	(2 325)	(2 094)	
Intérêts sur SWAP	(578)	(846)	
Intérêts sur avance à la SA des Galeries Lafayette		15	15
Dotations nettes aux provisions			
Mali de fusion			
Autres éléments (1)		(1 940)	(1 940)
<b>TOTAL</b>	<b>(2 876)</b>	<b>(3 369)</b>	<b>(439)</b>

**M- DETAIL DU RESULTAT EXCEPTIONNEL (en milliers d'euros)**

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Amortissements dérogatoires	(51)	(40)	(24)
Autres éléments		7	7
<b>TOTAL</b>	<b>(51)</b>	<b>(33)</b>	<b>(17)</b>

**N- ANALYSE DE L'IMPOT ET INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (en milliers d'euros)**

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Résultat de l'exercice après impôts	(453)	(1 416)	1 071
Impôts sur les bénéfices			
Résultat avant impôts	(453)	(1 416)	1 071
Variation des provisions réglementées	51	41	24
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôts)	(402)	(1 375)	1 095

**O- FISCALITE LATENTE (en milliers d'euros)****Allègement de la dette future d'impôt**

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Provisions non déductibles			
Contribution sociale de solidarité et autres taxes		45	25
Déficit fiscal	14 861	14 408	11 901
<b>TOTAL</b>	<b>14 861</b>	<b>14 453</b>	<b>11 926</b>
Dette future d'impôt (allègement)	5 117	4 976	4 106

**Accroissement de la dette future d'impôt**

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Amortissements dérogatoires	122	71	55
<b>TOTAL</b>	<b>122</b>	<b>71</b>	<b>55</b>
Dette future d'impôt (accroissement)	42	24	19

Fiscalité latente calculée au taux de 34,43 %

**P- ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS (en milliers d'euros)**

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>BILAN ACTIF</b>			
Créances clients			
Autres créances	884		
Disponibilités			625
Comptes de régularisation			
<b>BILAN PASSIF</b>			
Dettes financières			
Dettes fournisseurs	2 160	1 524	
Comptes de régularisation			
	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>			
Loyers			
Autres charges d'exploitation (1)	(1 466)	(3 207)	(625)
Produits d'intérêts sur avance à SA des Galeries Lafayette			
Charges d'intérêts sur emprunt et avance de SA des Galeries Lafayette			
Produits des intérêts de comptes courants	7		

(1) Les autres charges d'exploitation correspondent notamment aux prestations de services facturées par Altarea France  
Plusieurs conventions ont été signées en date du 30 juin 2010 suivant les accords passés entre les partenaires associés de la Société :

entre la Société et la société Altarea France contrôlée à 100% par la société Altarea, associée de la société Alta Blue

- une convention de gestion comptable, financière, fiscale, administrative et juridique
- une convention d'assistance et de conseil avec mandat de gestion et de transaction et mission de maîtrise d'ouvrage déléguée
- un mandat d'animation et de promotion de développement commercial

entre la Société et la société Alta Blue

- une convention de gestion de trésorerie a été signée avec la société Alta Blue, qui elle-même a signé une convention de gestion de trésorerie avec la société Altarea
- Les montants qui figurent au 30 juin 2011 au titre des sociétés avec un lien de participation résultent des prestations réalisées par Altarea France au titre du contrat d'assistance, de conseil et de gestion comptable, financière, fiscale, administrative et juridique

**Q- EFFECTIF MOYEN**

Néant

**R- ENGAGEMENTS HORS BILAN (en milliers d'euros)**

**a. Garanties sur la convention de crédit bancaire**

Les garanties sur la convention de crédit bancaire sont principalement les suivantes :

- Inscription d'hypothèques conventionnelles données sur l'ensemble du patrimoine immobilier actuel
- Délégation des assurances en application des articles L121-13 du Code des Assurances sur l'ensemble du patrimoine immobilier actuel ;
- Cession Dailly des créances portant sur les loyers de l'ensemble du patrimoine immobilier actuel.

## **b. Clauses de défaut (« covenants ») sur la convention de crédit bancaire**

Aux termes de la convention d'ouverture de crédits, la Société s'est notamment engagée à :

- Maintenir le ratio Interest Coverage IC (Loyers nets de charges encaissées / intérêts et commission de non utilisation de la période) au moins égal à 200%. Cet engagement est respecté à la clôture avec un ratio IC de 355 % au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2011.
- Maintenir le ratio de Loan To Value (LTV) (Encours du crédit / valeur de marché du centre commercial selon rapport d'expert) en deçà de 50%. Cet engagement est respecté à la clôture avec un ratio LTV de 37,09% au 30 juin 2011.
- Assurer un niveau de couverture de taux jusqu'à la date d'échéance et pour un montant notionnel d'au moins 70% de l'encours du crédit. Cet engagement est respecté à la clôture avec un taux de couverture de 96% au 30 juin 2011.

## **c. Instruments financiers dérivés**

Conformément à l'engagement décrit au point ci-dessus, la Société a souscrit des contrats de swap de taux pour un montant notionnel de 160 M€, à échéance du 30 juin 2015, représentant 96% de l'encours de crédit (160 M€ sur 166 M€).

## **d. Nantissement des créances et des comptes bancaires**

La Société a consenti, au profit des organismes prêteurs et des organismes auprès desquels des contrats de couvertures ont été souscrits, le nantissement de ses principaux comptes bancaires et de ses éventuelles créances auprès de toute compagnie d'assurance.

## **e. Indemnités d'éviction**

Au terme du protocole du 02 mars 2010, la Société est engagée à verser une indemnité d'éviction aux Magasins des Galeries Lafayette pour un montant de 12,3 M€ au moment de la restitution d'environ 2.854 m<sup>2</sup> et 2.768 m<sup>2</sup> de surfaces à la société Aldeta.

Suite à la restitution d'une partie des surfaces début 2011, la Société a versé une indemnité de 6,1 M€. Il reste à verser une indemnité de 6,2 M€ lors de la restitution du solde des surfaces.

## **S – REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION**

Les membres du conseil d'administration ne bénéficient d'aucune rémunération au 30 juin au titre de leur fonction

## **T – FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Aucun fait significatif n'est à signaler.

### III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2010

**A.A.C.E. ILE-DE-FRANCE**  
10, rue de Florence  
75008 Paris  
S.A. au capital de € 230.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

**ERNST & YOUNG et Autres**  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

#### **Aldeta**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011

#### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Aldeta, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité de conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2011

Les Commissaires aux Comptes

A.A.C.E. ILE-DE-FRANCE

ERNST & YOUNG et Autres

Patrick Ughetto

Jean-Roch Varon

#### **IV. ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 29 juillet 2011

Alain TARAVELLA  
Président Directeur Général